

Unité bidépartementale Eure-Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
27000 EVREUX

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
11/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REBORN NORMANDIE**

246, rue du Général Maurice Bourgeois  
BP 462  
27300 Bernay

Références :  
Code AIOT : 0005800814

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement REBORN NORMANDIE implanté 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay. L'inspection a été annoncée le 11/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REBORN NORMANDIE
- 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 Bernay
- Code AIOT : 0005800814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement spécialisé dans l'extrusion et l'impression à la marque de film plastique destiné à l'industrie alimentaire

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Suivi de l'arrêté d'autorisation du site daté du 24 janvier 2014, modifié par arrêté complémentaire du 4 mai 2023 (actualisation du tableau de classement du site à l'occasion de la création d'une unité de recyclage de déchets de matière plastique) sur les thématiques suivantes : volume d'activité, garanties financières, plan de gestion des solvants, auto-surveillance des rejets atmosphériques, dossier de réexamen IED, incidents récents, accès au site, détection incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Dossier de réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.4.3	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 3-5-6	/	Délai 1 mois (fourniture acte de cautionnement)
10	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 7.3.1.1	/	Délai 3 mois (réparation portail accès visiteurs + mise en place portail dur face Est)
11	Détection incendie - Vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 7.4.2	/	Délai 1 mois (suppression dérangement)

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume d'activité du site	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 1.1.1 et 1.2.1	/	Voir observations dans fiche de constats
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1	/	idem
4	Plan de gestion des solvants (suite)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1	/	idem
5	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.2.1.1 et 3.2.4	/	idem
6	Auto-surveillance des rejets atmosphériques (suite)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.2.1.1 et 3.2.4	/	idem
9	Incidents de novembre 2022 et janvier 2023	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 2.6.1	/	idem

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à la visite, l'inspection propose à M. le Préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de fournir dans un délai de 3 mois un dossier de réexamen au titre de la directive IED qui soit conforme à l'article R.575-72 du code de l'environnement et réponde aux observations du courrier de l'inspection du 4 octobre 2022.

Par ailleurs, l'exploitant doit :

- fournir à l'inspection sous 1 mois le nouvel acte de cautionnement des garanties financières,
- effectuer sous 1 mois les réparations nécessaires pour supprimer le dérangement du dispositif de détection incendie,
- procéder sous 3 mois à la réparation du portail d'accès visiteurs et à la mise en place d'un portail sur la face Est du site.
- fournir à l'inspection sous 1 mois un plan d'actions concernant la fiabilisation du fonctionnement de l'incinérateur des rejets de solvants.

Des observations ont été également faites à l'exploitant sur les points suivants : état des stock et gestion des déchets, révision des plan de gestion de solvants 2021 et 2022, suivi des plans d'actions faisant suite aux incidents, transmission du rapport de contrôle des rejets atmosphériques effectué le jour de la visite.

L'inspection a constaté également que l'état de propreté du site, en particulier au niveau de l'aire de stockage des déchets et de l'aire de dépotage des solvants, n'était pas satisfaisant et demande à l'exploitant de mettre en oeuvre des moyens humains et financiers visant à améliorer la situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volume d'activité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 1.1.1 et 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A.P du 24 janvier 2014 modifié par APC du 4 mai 2023 (actualisation du tableau de classement, réglementation de l'unité de recyclage de matières plastiques) - article 1.1.1 : capacité annuelle de production fixée à 21 000 t de films et gaines en matières plastiques - article 1.2.1 : tableau de classement du site . rubrique 3670 : consommation de solvant limitée à 2 440 t/an . rubrique 2662 : stockage de polymères-matières premières limité à 3 709 m <sup>3</sup> . rubrique 4331 : stockage d'encres et solvants y compris déchets limité à 183 t . rubrique 2663 : stockage de polymères-produits semi-finis et finis limité à 2 318 m <sup>3</sup> . rubrique 2714 : volume de déchets de matière plastique lié à l'exploitation de la nouvelle ligne de recyclage de matière plastique limité à 960 m <sup>3</sup> ....
<b>Constats :</b> Au regard de la déclaration GEREPE effectuée par l'exploitant le 29 mars 2023, la production du site s'est élevée à 18 104 t de film plastique en 2022 (17 725 t en 2021, 17445 t en 2020), dont 15 237 t de film imprimé. Lors de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que la production du 1er semestre 2023 était de l'ordre de 9 000 t et la perspective à fin 2023 de l'ordre de 18 000 t. La capacité autorisée de 21 000 t /an est donc respectée. De même, la consommation de solvants déclarée dans GEREPE pour 2022 (1 734 t dont 1237 t de solvant neuf et 497 t de solvant recyclé au niveau de la distilleuse du site) respecte la capacité autorisée de 2 440 t/an sous la rubrique 3670. Au vu de l'état des stocks au 30 juin 2023 remis par l'exploitant le jour de la visite : - les stocks de matières plastiques (matières premières/granulés PE, produits finis et semi-finis, déchets de matière plastique alimentant la nouvelle unité de recyclage) respectent les volumes autorisés sous les rubriques 2662, 2663 et 2714. Nota : à signaler l'existence d'un stockage de 231 m <sup>3</sup> de produits finis dans le magasin Barbot II qui n'apparaît pas dans l'arrêté d'autorisation - le stock de liquides inflammables (encre, solvants) respecte le volume autorisé sous la rubrique 4331. Par contre, cet état des stocks ne prend pas en compte tous les déchets (hormis ceux de matière plastique), en majeure partie entreposés sur une aire de stockage extérieure en rétention située au Nord-Est du site. Cette aire était saturée lors de notre visite. Au vu de l'inventaire effectué par l'industriel et adressé suite à la visite par mail du 21 juillet 2023, cette aire renfermait principalement : - 21 GRV de boues issues de la distillation des solvants usagés, - 18 GRV d'effluents aqueux (lavage sols, compresseur, ...) - 29 GRV d'effluents issus de l'installation de recyclage de matières plastiques Cet inventaire précise que des enlèvements de déchets (boues et effluents aqueux) sont prévus les 19, 20 et 21 juillet 2023.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit faire apparaître dans l'état des stocks la totalité des déchets et justifier à l'inspection les enlèvements de déchets programmés (communication des bordereaux de suivi

sous un délai d'un mois au plus tard).Le stockage de produits finis réalisé dans le bâtiment Barbot 2 doit être transféré dans le bâtiment autorisé dédié.La gestion des déchets n'est pas satisfaisante. L'exploitant doit s'assurer que la quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En outre, les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation ce qui n'était pas le cas pour certains fûts (cf. photos ci-dessous).



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 3-5-6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3 : montant des garanties financières Le montant des garanties financières est fixé à 200 274 euros TTC. .... Nota : indice TP01 de référence utilisé pour le calcul = 703,8 (décembre 2013), montant non actualisé depuis la parution de l'arrêté  Article 5 : actualisation des garanties financières Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les 5 ans, ou dans les 6 mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période au plus égale à 5 ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières. ....  Article 6 : renouvellement des garanties financières Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins 3 mois avant la date d'échéance sus-visé, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 sus-visé. ... <b>Constats :</b> L'acte de cautionnement délivré le 23 septembre 2021 par l'organisme QBE EUROPE, remis lors de la visite du 19 octobre 2021, couvrait la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2023 pour un montant de garanties financières de 200 274 euros. Par courrier du 4 octobre 2022 adressé suite à la visite du 15 septembre 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant d'actualiser et de renouveler les garanties financières de son établissement avant le 1er avril 2023 avec transmission à la DREAL de l'acte de cautionnement. Lors de la visite du 6 juillet 2023, l'exploitant a remis à l'inspection un nouveau calcul du montant des garanties financières prenant en compte des tonnages de produits et de déchets (dangereux et non dangereux) très supérieurs à ceux visés dans l'arrêté du 19 juin 2014 et établissant ce montant à 232 534,34 euros (au lieu de 200 274 euros). L'exploitant devra vérifier que ces tonnages sont en adéquation avec les volumes autorisés par l'arrêté du 24/01/2014 modifié le 4 mai 2023. Par ailleurs, l'actualisation du montant des garanties financières avec l'indice TP01 le plus récent n'a pas été réalisé. Par mail du 21 juillet 2023 adressé suite à la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que son contrat d'assurance était en cours de renouvellement. Le nouvel acte de cautionnement n'a pas été remis à l'inspection à la date de rédaction du rapport.  <b>Observations :</b> L'exploitant doit revoir le calcul du montant des garanties financières et transmettre à la DREAL le nouvel acte de cautionnement des garanties financières sous 1 mois.  <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites <b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 t/an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année N +1 le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, les émissions de COV sont liées à l'activité d'impression du film plastique. L'atelier d'impression flexographique compte 6 lignes soit : 3 Astraflex 8 couleurs, 2 Onyx 8 couleurs et 1 MIRAFLEX 10 couleurs. Les rejets de COV des lignes d'impression sont traités par un incinérateur depuis 2002 ; il en va de même pour ceux de la machine à laver le matériel d'impression et du local de nettoyage des clichés depuis juin 2014 (conduits 4 et 5). La station de préparation des encres (conduit 3) et le local de la distilleuse (conduit 6) ne sont pas raccordés. Les solvants usagés sont régénérés sur site par une distilleuse ; ceux-ci sont utilisés au niveau de la machine à laver du matériel d'impression.</p> <p><u>Révision du plan de gestion de l'année 2021</u></p> <p>Par courrier du 4 octobre 2022 confirmant les observations de la visite du 15 septembre 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de revoir le plan de gestion de solvants de l'année 2021 sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élaboration d'un plan de gestion par activité utilisant des solvants</li> <li>- affinage de la teneur en COV dans les boues issues de la distillation des solvants usagés</li> <li>- émission diffuse de solvants au niveau des encriers</li> <li>- quantité de COV détruite par l'incinérateur</li> <li>- rejet de COV de la station des encres</li> <li>- justification du respect des différentes valeurs limites d'émission</li> </ul> <p>Depuis la précédente visite du 15 septembre 2022, l'exploitant n'a pas adressé à l'inspection le plan de gestion des solvants révisé selon les observations effectuées.</p> <p><u>Plan de gestion de l'année 2022</u></p> <p>Les données du plan de gestion des solvants global fourni pour l'année 2022, qui figurent dans la déclaration GEREPE effectuée par l'exploitant le 29 mars 2023, sont les suivantes :</p> <p>I1 = 1 237 362 kg (consommation de solvant neuf)</p> <p>I2 = 497 250 kg (consommation de solvant régénéré)</p> <p>O1 = 75 249 kg (émissions canalisées, rejet de l'incinérateur et rejets non raccordés à savoir STEP encre + local distilleuse)</p> <p>O2 = 0 (perte de solvants dans les solvants aqueux)</p> <p>O3 = 2 205 kg (solvants contenus dans les produits finis)</p> <p>O4 = 3 402 (émissions non captées, encriers ouverts ..... )</p> <p>O5 = 1 103 142 (émissions détruites par l'incinérateur)</p> <p>O6 = 53 364 (déchets solvantés)</p> <p>O7 = 0 (solvants vendus)</p> <p>O8 = 0 (solvants régénérés en externe)</p> <p>O9 = 0 (autres solvants libérés)</p> <p>Emissions diffuses (I1 – O1-O5-O6-O7-O8)= 5 607 kg</p> <p>Emissions totales (O1+O4+O3) = 80 856 kg</p>



<p>Au regard du plan de gestion fourni par l'exploitant dans le cadre de la déclaration de ses émissions dans le logiciel GEREPE, les émissions totales de COV du site se sont élevées à 80,856 t en 2022 pour une consommation de solvants en impression de 1 237 t (I1) et une production de film plastique imprimé de 15 237 t.</p> <p>Le rejet de COV à l'atmosphère en 2022 est un peu inférieur à celui de 2021 (86,919 t) en relation avec la diminution de la production de film plastique imprimé (15 541 t en 2021, 15237 t en 2022) et de la consommation de solvants (1 352 t en 2021 et 1 237 t en 2022 pour I1).</p> <p>Le plan de gestion de l'année 2022 fourni par l'exploitant ne prend pas en compte les observations effectuées pour le plan de gestion de l'année 2021.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit réviser le plan de gestion des solvants des années 2021 et 2022 selon les observations effectuées par l'inspection (cf courrier du 4 octobre 2022).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 4 : Plan de gestion des solvants (suite)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 t/an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année N +1 le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation
<b>Constats :</b> Au regard du plan de gestion de solvants de l'année 2022 adressé par l'exploitant par mail du 27 juin 2023 (version plus complète que celle de GEREP), le nombre de jours d'arrêt de l'incinérateur est calculé à 12 équivalents jour pour 347 jours de production. Ce chiffre est inférieur à celui de l'année 2021 (16,6 équivalents jour). Les arrêts sont liés principalement à : la maintenance annuelle (eq 5,7 jours), panne de sonde (eq 3,7 jours), autres pannes (eq 2,7 jours). Aucun plan d'actions pour la fiabilisation de l'incinérateur ne figure dans le plan de gestion de solvants de l'année 2022 malgré la demande figurant dans le courrier de suites d'inspection du 4 octobre 2022. La seule action citée pour 2022, est l'ajustement des plages d'auto-thermie de la chambre de combustion ayant pour but de réduire la consommation de gaz. Aucune action particulière en matière de réduction des émissions de COV n'est indiquée pour 2023. A notre connaissance, l'incinérateur n'a pas fait l'objet d'une opération de maintenance depuis le début de l'année 2023. La dernière maintenance, effectuée par ANCRAGES Environnement les 13 et 14 avril 2022, avait conclu à la nécessité de remplacer la sonde (06T10) commandant l'ouverture de la vanne du circuit de refroidissement. Lors de notre arrivée sur le site le matin du 6 juillet 2023, l'exploitant nous a informés de l'arrêt de l'incinérateur à 2 h du matin (en période de production) et de son redémarrage depuis 9h30 après intervention du service de maintenance du site (origine de la panne non identifiée d'après l'exploitant). Les enregistrements réalisés, présentés par l'exploitant à la demande de l'inspection, témoignent de la baisse de la température de la chambre de combustion de 800 à 650 °C vers 2 h du matin et de sa remontée aux alentours de 800°C vers 10 h. L'analyseur de COV en sortie d'incinérateur a indiqué durant cette période une concentration de l'ordre de 100 mg COV/Nm <sup>3</sup> pour une VLE de 20 mg/Nm <sup>3</sup> . Lors de notre passage dans l'atelier d'impression l'après-midi du 6 juillet, les enregistreurs indiquaient une température d'incinération de l'ordre de 840°C et une concentration en COV en sortie de 21,5 mg/Nm <sup>3</sup> avec 3 lignes d'impression en fonctionnement (ASTRAFLEX II, ONYX II, MIRAFLEX).
<b>Observations :</b> L'exploitant doit fournir à l'inspection dans un délai d'un mois le plan d'actions déjà demandé concernant la fiabilisation de l'incinérateur (cf courrier du 4 octobre 2022), plus que nécessaire compte tenu de la panne survenue le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.2.1.1 et 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- article 9.2.1.1 : auto-surveillance des rejets atmosphériques<ul style="list-style-type: none"><li>. contrôle annuel des rejets atmosphériques du site par un organisme agréé (conduits 1 à 8 visés à l'article 3.2.2, VLE visées à l'article 3.2.4),</li><li>. contrôle journalier du rejet de l'incinérateur (débit, COV amont et aval) dont les résultats doivent être transmis mensuellement à l'inspection</li></ul></li><li>- article 3.2.4 : valeurs limites des concentrations dans les rejets<ul style="list-style-type: none"><li>. conduit n°1 (oxydateur thermique) : 50 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup> si rendement supérieur à 98 % (20 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup> en cas de rendement inférieur au regard de l'A.M du 2/02/1998 modifié) 100 mg NOx/Nm<sup>3</sup>, 100 mgCO/Nm<sup>3</sup>, 50 mgCH<sub>4</sub>/Nm<sup>3</sup></li><li>. conduit n°3 (station de préparation des encres) : 110 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup></li><li>. conduit n°6 (local distilleuse) : 110 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup></li><li>. conduit n°8 (extrudeuses) : 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières si flux ≤ 1 kg/h et 40 si flux &gt; 1kg/h</li></ul></li></ul> <p>Nota : les conduits 2, 4 et 5 sont supprimés ; il n'existe pas de point de rejet pour le réseau de transport de granulés PE (conduit n°7)</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a adressé à l'inspection par mail du 27 juin 2023, le rapport établi par l'APAVE suite au contrôle des rejets atmosphériques du site effectué le 17 janvier 2023. Ce contrôle, prévu initialement en octobre 2022, a été effectué au titre de l'année 2022. Au regard de ce rapport référencé 22390961-1 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>Points de rejet :</u><p>Le contrôle a porté uniquement sur 2 des émissaires visés par l'article 3.2.2 de l'arrêté du 24 janvier 2014, en l'occurrence les conduits n°1 et n°3 correspondant respectivement au rejet de l'oxydateur thermique et à la station de préparation des encres. Les conduits n°6 (local distilleuse) et 8 (extrudeuses) n'ont pas été contrôlés sans explication de la part de l'exploitant. Les points de rejet 4 (local machine à laver) et 5 (local de nettoyage des clichés) ont été raccordés à l'incinérateur en juin 2014. Le rejet n°2 de la ligne d'impression M53 n'existe plus. Le réseau de transport des granulés (conduit n°7) ne présente pas de point de rejet à l'atmosphère.</p></li><li>- <u>Conditions de mesure :</u><p>Au regard de l'annexe 5 du rapport de contrôle, l'APAVE (agence de Lille) intervenu pour les prélèvements détient les agréments nécessaires au regard de l'A.M du 16 décembre 2022 pour effectuer les prélèvements pour les paramètres débit, vitesse, teneur en vapeur d'eau, NOx, CO, O2 et COVt. Les résultats d'analyses sont rendus sous accréditation COFRAC, à l'exception des paramètres température et humidité.</p><p>Les mesures ont été répétées 3 fois pour chaque prélèvement qui a duré 30 minutes (polluants gazeux).</p><p>Les normes de prélèvements et d'analyses utilisées sont précisées à l'annexe 2 du rapport (pas spécifiées dans l'arrêté à part pour le débit et le paramètre O2). Les conditions de fonctionnement de l'outil de production (nombre de lignes d'impression en service, ....) ne sont pas précisées.</p></li></ul>

<p>D'après le rapport (page 9), les écarts relatifs au conduit n°1 (longueur droite insuffisante en amont et/ou en aval du point de prélèvement) et à la mesure et ou l'analyse sur le même conduit n°1, ont un impact faible ou nul sur la conformité des résultats. Aucun écart n'a été constaté pour les essais réalisés sur la station des encres (conduit n°4).</p> <p>- <u>Respect des VLE</u> :</p> <p>. conduit n°1 (incinérateur) :</p> <p>2 valeurs COVNM (23,4 et 20,6 mg/Nm<sup>3</sup>) un peu supérieures à la VLE de 20 (rendement - de 96,23 % - inférieur à 98%)</p> <p>. conduit n°3 (station des encres) :</p> <p>pas de détermination de la concentration en COVNM, mais concentration en COVt à 25,3 mg/Nm<sup>3</sup> max par rapport à une VLE de 110</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 6 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques (suite)

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.2.1.1 et 3.2.4
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Auto-surveillance des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- article 9.2.1.1 : auto-surveillance des rejets atmosphériques</p> <p>. contrôle annuel des rejets atmosphériques du site par un organisme agréé (conduits 1 à 8 visés à l'article 3.2.2, VLE visées à l'article 3.2.4),</p> <p>. contrôle journalier du rejet de l'incinérateur (débit, COV amont et aval) dont les résultats doivent être transmis mensuellement à l'inspection</p> <p>- article 3.2.4 : valeurs limites des concentrations dans les rejets</p> <p>. conduit n°1 (oxydateur thermique) :</p> <p>50 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup> si rendement supérieur à 98 % (20 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup> en cas de rendement inférieur au regard de l'A.M du 2/02/1998 modifié)</p> <p>100 mg NOx/Nm<sup>3</sup>, 100 mgCO/Nm<sup>3</sup>, 50 mgCH<sub>4</sub>/Nm<sup>3</sup></p> <p>. conduit n°3 (station de préparation des encres) : 110 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup></p> <p>. conduit n°6 (local distilleuse) : 110 mgCOVNM/Nm<sup>3</sup></p> <p>. conduit n°8 (extrudeuses) : 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières si flux ≤ 1 kg/h et 40 si flux &gt; 1kg/h</p> <p>Nota : les conduits 2, 4 et 5 sont supprimés ; il n'existe pas de point de rejet pour le réseau de transport de granulés PE (conduit n°7)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle extérieur des émissions atmosphériques pour l'année 2023, a été réalisé par l'agence de l'APAVE de Mont-St-Aignan le jour de notre visite. L'inspection s'est assurée auprès des 2 opérateurs de l'APAVE que l'intervention portait bien sur 4 points de contrôle (incinérateur, local distilleuse, station des encres, extrudeuses). Ceux-ci ont signalé pour le conduit de l'incinérateur un problème d'accessibilité (nécessité d'une nacelle) et d'insuffisance de section droite sur l'aval du point de mesure. L'inspection a insisté pour que les conditions de fonctionnement de l'outil de production figurent dans le rapport d'intervention. Ce rapport n'a pas été transmis à l'inspection</p>

à la date de rédaction du présent rapport.
<p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a fourni les tableaux de synthèse mensuels des enregistrements des analyseurs en continu de COV de l'incinérateur (amont/aval) pour la période de janvier à juin 2023. Ces tableaux font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 arrêts de l'incinérateur pour des périodes de 32 h en avril (maintenance annuelle) et de 20 h en mai ( ? raison)</li> <li>- des pannes répétées de l'analyseur COV d'entrée- des valeurs de températures d'incinération comprises entre 778 et 839°C</li> <li>- des valeurs de concentration en COV en sortie variant de 2 à 72 mg/Nm<sup>3</sup></li> </ul> <p>Lors de notre passage, les enregistreurs indiquaient une température de combustion de l'ordre de 840°C et une concentration COV d'entrée de 2470 mg/Nm<sup>3</sup> et de 21 mg/Nm<sup>3</sup> en sortie.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit adresser à l'inspection dans un délai d'un mois le rapport de contrôle des émissions atmosphériques du 6 juillet 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Dossier de réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations autorisées par le présent arrêté sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (« IED »), transcrite par décret du 2 mai 2013.</p> <p>Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur des Industries du traitement de Surfaces (BREF STS), conclusions associées à la rubrique principale (3670) définie à l'article 3 du présent arrêté.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59 1°).</p> <p>Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.</p> <p>L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R.515-76 ou R.515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette</p>

consultation et un résumé non technique au format électronique.

**Constats :**

La décision d'exécution n°2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 établissant les conclusions sur les meilleures technologies pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, a été publiée au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020.

Au regard de l'article L.515-28 du Code de l'environnement, cette publication a déclenché le réexamen des prescriptions des autorisations délivrées pour ce type d'activité sur la base d'un dossier à remettre au préfet dans un délai d'un an, soit avant le 9 décembre 2021. Les valeurs limites d'émission ne devront pas excéder les niveaux d'émission associés aux MTD décrites dans ces conclusions. La mise en conformité des établissements doit intervenir dans un délai de 4 ans suivant cette publication, soit au plus tard le 9 décembre 2024.

La DREAL a informé l'exploitant de cette obligation par courrier du 29 mars 2021. Un courrier de relance a été adressé à l'exploitant le 22 mars 2022. Par mail du 2 mai 2022, l'exploitant a annoncé à l'inspection le dossier pour fin mai 2022.

Par courrier du 14 juin 2022 reçu en DREAL le 15 juin 2022, l'exploitant a fait parvenir à la DREAL le dossier de réexamen demandé, sans le rapport de base sur l'état de pollution du sol et des eaux souterraines du site.

Suite à l'examen de ce dossier et à sa visite du site du 15 septembre 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant par courrier du 4 octobre 2022 de compléter le dossier de réexamen sur les points principaux suivants :

- fourniture du rapport de base
- fourniture d'un dossier de réexamen comprenant tous les éléments exigés par l'article R.515-71 du CE et notamment le positionnement de l'exploitant par rapport aux trois situations pouvant prévaloir un réexamen particulier
- précisions concernant l'application de la MTD 12 du BREF STS concernant les rejets aqueux, évocation des BREFs transversaux pouvant concerner le site (BREF EFS notamment concernant les émissions liées aux stockages).
- positionnement de l'exploitant concernant ses activités parmi celles évoquées au sein de l'article 30 de l'arrêté de prescriptions générales du 2 février 1998 : impression, fabrication de mélanges pour la création des encres, nettoyage de matériels d'impression, revêtement adhésif pour le collage des manchons.
- positionnement par rapport aux valeurs limites d'émission (VLE) applicables, à savoir les VLE les plus contraignantes entre celles fixées par l'arrêté de prescriptions générales du 2 février 1998 et celles figurant dans les MTD (transcrites par arrêté ministériel)
- raisons pour lesquelles certaines sources d'émission ne sont pas raccordées à l'oxydateur se situant pourtant à proximité comme la station des encres ou les événements des cuves de stockage à l'origine d'émissions de solvants sans qu'aucun traitement ne soit envisagé
- consolidation et actualisation du plan de gestion des solvants afin de se rapprocher au mieux de la réalité.

Aucun complément n'a été apporté par l'exploitant à son dossier de réexamen depuis la dernière visite du 15 septembre 2022, y compris concernant le rapport de base sur l'état de pollution du sol et des eaux souterraines.

**Observations :**

L'exploitant doit fournir à l'inspection dans un délai de 3 mois un dossier de réexamen conforme à l'article R.515-72 du code de l'environnement, prenant en compte les observations du courrier de l'inspection du 4 octobre 2022.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Incidents de novembre 2022 et janvier 2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents de novembre 2022 et janvier 2023
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident (ou d'incident) est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôle et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident. Ce rapport d'accident (ou d'incident) est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 15 novembre 2022, l'exploitant a informé l'inspection de la survenue d'un incident le 8 novembre 2022 concernant la défaillance d'une pompe de remplissage de la cuve de mélange de solvants au niveau de la station des encres. Les éléments du rapport d'incident de l'exploitant sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'incident est lié à la déconnexion du tuyau de la pompe qui a été à l'origine d'un déversement de 400 l de solvant dans la fosse bétonnée renfermant les pompes (rétention extérieure) ; le solvant a été collecté par la société VIAM en vue d'un traitement par la distilleuse du site.</li> <li>- lors de l'incident, l'opérateur a arrêté le système de pompage et a fermé la vanne sectionnelle du dispositif de confinement du site. Un rinçage du réseau pluvial intérieur au site jusqu'au déshuileur a été effectué par la société VIAM ; aucune trace de solvant n'aurait été détecté au niveau du déshuileur.</li> <li>- l'analyse de l'incident a mis en évidence 2 anomalies : pompe à solvant non fixée sur son support et support cassé, non fonctionnement du détecteur de fuite de la rétention. Suite à cette analyse, un plan d'actions a été établi qui précise les actions correctives menées, à savoir : remplacement des supports et fixation des pompes, réparation des détecteurs de fuite, intégration de la maintenance des pompes et des détecteurs de fuite dans celle (hebdomadaire) de la station des encres.</li> </ul> <p>Par mail du 27 janvier 2023, l'exploitant a informé l'inspection d'un incident le même jour portant sur le déversement d'encre dans le réseau pluvial du site (environ 100 l) à partir de l'évent de la cuve de solvants usagés du local de la distilleuse. D'après les éléments d'information de l'exploitant, les dispositions suivantes ont été prises dès la détection de l'incident :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- arrêt de l'installation de distillation</li> <li>- fermeture de la vanne sectionnelle du dispositif de confinement du site</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- intervention de la société VIAM pour le nettoyage du réseau pluvial du site jusqu'à la vanne de sectionnement (y compris le débourbeur-déshuileur)</li> <li>- inspection des 2 regards du réseau pluvial en aval du site en présence d'un représentant de la mairie, n'ayant pas mis en évidence la présence de solvant dans ces regards</li> </ul> <p>Depuis, l'exploitant a identifié l'origine de l'incident. Le mauvais positionnement de la sonde de niveau haut de la cuve de solvant, située au-dessus de la sortie de l'évent, est considérée comme responsable du débordement de solvant par l'évent. Au regard du plan d'actions transmis par l'exploitant, la sonde a été remplacée et le contrôle de cette sonde a été intégré à la gamme de maintenance.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Suite aux 2 incidents survenus, l'exploitant doit s'assurer de la bonne mise en œuvre des actions définies afin d'éviter que des incidents similaires ne se reproduisent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 10 : Contrôle des accès

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 7.3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les entrées du site sont gardées ou fermées en l'absence de personnel.  Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.  L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.  .....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'arrivée sur le site, l'inspection a constaté l'ouverture du portail d'accès au site pour les visiteurs. L'exploitant a précisé à l'inspection à ce propos que celui-ci avait été endommagé par un véhicule et qu'il était dans l'attente du retour de l'assureur sur le sujet.  Par ailleurs, un simple grillage fait office de portail au niveau de l'ouverture créée à l'Est sur la route longeant le site ; de part et d'autre de ce grillage, une clôture a été mise en place en doublure d'un merlon de terre. Ce nouvel accès est lié à la création de la nouvelle unité de recyclage de matières plastiques.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder aux travaux de réparation du portail d'accès aux visiteurs et, dans la mesure du possible, fermer ce portail dans l'attente de sa réparation ou mettre en place un dispositif de contrôle de cet accès.</li> <li>- mettre en place un portail au niveau de l'ouverture créée à l'Est sur la route longeant le site</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



**N° 11 : Détection incendie - Vérification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie - Vérification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ..... ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Une traçabilité de ces vérifications est assurée avec les mentions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- date et nature des vérifications</li><li>- personne ou organisme chargé de la vérification</li><li>- motif de la vérification</li><li>- résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, la centrale incendie du site indiquait un dérangement. L'exploitant a précisé à l'exploitant que la société SIEMENS assurant la maintenance du dispositif était intervenue la veille à ce propos. D'après l'exploitant, le dérangement serait lié à un détecteur défectueux du bâtiment Logistique. Le rapport d'intervention SIEMENS du 5 juillet 2023 est difficilement lisible : il fait état en conclusion d'une recherche de panne à poursuivre. Suite à la visite, l'exploitant a fait de nouveau intervenir SIEMENS le 7 juillet 2023 ; le rapport d'intervention transmis à l'inspection le 10 juillet 2023 signale au départ de l'opérateur un dérangement lié à un câble débranché, qui n'impacterait pas le bon fonctionnement de la centrale incendie pour l'ensemble du site. L'opérateur préconise le remplacement du câble entre les détecteurs 39 et 40 pour la suppression totale de la panne. Par mail du 10 juillet 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de faire procéder aux travaux nécessaires. Dans sa réponse mail du 21 juillet 2023, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'un chiffrage des travaux était en cours.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit effectuer sous 1 mois les travaux nécessaires à la suppression du dérangement du dispositif de détection incendie
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet